

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 10 NOVEMBRE 1978 - N° 787

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PONTIVY

LES PAYSANS BRETONS AFFRONTENT LES C.R.S

Les éleveurs de porcs luttent
contre la dégradation de leurs revenus



**A L'INITIATIVE
CONTRE LE CHOMAGE !**

L'expérience de la lutte
contre le chômage au Puy

Lire en pages 4 et 5

Pendant plusieurs heures, mercredi, les paysans bretons se sont affrontés à d'importantes forces de police, à Pontivy. Dans l'après midi, 8 000 d'entre eux, venus de tous les départements de la Bretagne, manifestaient contre la dégradation du revenu et des conditions de vie des éleveurs de porcs. Du fait des montants compensatoires instaurés dans le cadre du Marché commun agricole, du fait aussi de la politique de prêt développée par le Crédit Agricole, les éleveurs de porcs éprouvent des difficultés de plus en plus grandes. Leur lutte n'est pas nouvelle, mais elle prend aujourd'hui des formes plus massives, et plus combatives.

Lire en page 7

IRAN : UNE NOUVELLE GREVE GÉNÉRALE DIMANCHE



Les ouvriers du pétrole de la raffinerie d'Abadan poursuivent leur grève pour exiger le départ du Shah.

Lire en page 7

Seveso en Alsace ?

Du PCB, produit semblable à la trop fameuse dioxine de Seveso, serait manipulé à Bâle et à Huningue en Alsace, au mépris de la sécurité des populations environnantes...

C'est ce que révèle un article que nous a envoyé une équipe de réalisation de Radio-Verte Fessenheim...

Lire en page 8

Les trois coups européens du PS

La grande parade de la social démocratie européenne prenait fin mercredi à Lille. L'Europe est trop capitaliste mais cette réalité ne saurait gêner les socialistes français, telle est, semble-t-il, le principal enseignement de ces deux jours de festivité.

Lire en page 3

Dépôts d'essence bloqués dans le Nord

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les pompistes détaillants ont bloqué plusieurs dépôts de carburant dans le Nord de la France. Le mouvement a pris de l'extension jeudi matin, notamment à Valenciennes, Douai, et Dunkerque. Les pompistes du Nord prennent aussi le relais de ceux de l'Ouest, dont les piquets de grève avaient été dispersés par la police.

**Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions
pour
votre quotidien !**

Lire en page 2

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Construire le Front

La question du Front figure, sans beaucoup de développement d'ailleurs, dans la partie «Unité populaire» du projet de programme. Elle renvoie à la réalisation d'une alliance assez large entre différents mouvements de lutte (ouvriers, paysans, femmes, jeunes, écologistes, etc.) qui ont à la fois des traits qui les séparent et des traits qui les unissent : ces derniers, vus sous l'angle de la construction du Front semblent plus importants que les premiers. Ils renvoient à la lutte qu'ils mènent tous contre le capitalisme, à la volonté de ne pas enfermer leur action dans le cadre du jeu des partis bourgeois, droite-gauche, et à la volonté plus ou moins affirmée de leur contestation actuelle du capitalisme à la définition en positif d'un autre type de société.

La construction du Front m'apparaît comme la con-

dition indispensable, pour commencer, à partir d'une pratique commune, à lever les contradictions et différences qui subsistent nécessairement entre ces composantes ; de plus, elle me semble indispensable pour rassembler d'ores et déjà tout ce qui peut-être uni contre la bourgeoisie et le révisionnisme : ne pas se saisir des contradictions même limitées que quelques-uns de ces mouvements entretiennent avec ce dernier, pour les élargir et les rendre plus conscients, c'est en réalité s'enfermer dans un froid isolement qui fait le jeu du PCF et lui laisse le champ libre pour toutes les récupérations possibles. Il faut ajouter à cela que très souvent, toute une série de ces mouvements dont la base sociale n'est pas ouvrière, connaissent assez mal le prolétariat qui leur semble se confondre avec le PCF, et

même la théorie marxiste-léniniste qu'ils assimilent au révisionnisme.

La construction du Front n'est donc pas seulement une affaire de conjoncture : elle est inséparable de la construction du Parti révolutionnaire lui-même et de la lutte contre l'hégémonie révisionniste. Sur le premier point, il est assez clair que la capacité du Parti à unir, à faire connaître par là même son projet et sa démarche révolutionnaire, ne peut être que bénéfique à une extension de son influence. Quant à la lutte contre l'hégémonie révisionniste, c'est-à-dire contre sa domination idéologique et organisationnelle, il est clair qu'elle va se mener sur une longue période : le fait de rassembler dès à présent la masse de ceux qui pour des raisons, même diverses, n'en veulent pas, le fait donc de faire apparaître en chaque circonstance une force qui la conteste, constituent des moyens de l'affaiblir et de faire progresser une nouvelle hégémonie, construite autour des valeurs idéologiques qui apparaissent dans la lutte anticapitaliste et des formes d'organisation qu'elle peut se donner à chaque étape.

Cela pose trois problèmes : celui des axes politiques d'un tel rassemble-

ment, celui de l'organisation du Front, celui de l'axe à saisir pour avancer dans sa construction.

1. LES BASES POLITIQUES

Le fait de savoir sur quelles bases se construit la convergence de ces forces, ne saurait être à mon avis une question de principe, et ce n'est pas là une réponse de Normand : il y a des moments de la situation politique où la construction du Front doit être explicitement anti-révionniste, et d'autres où il n'est pas souhaitable qu'elle le soit. Je pense, par exemple, que ce problème ne se pose pas de la même manière avant les élections alors que le risque de la venue au pouvoir des révisionnistes était fort, et aujourd'hui, lorsque la perspective de mise en place du capitalisme d'Etat s'est éloignée. Aujourd'hui même cette question ne peut être réglée à la va vite : tout dépend en réalité, de l'état exact, du niveau de conscience, des différentes composantes qu'il est possible, selon chaque situation, de rassembler, et aussi, de la cible que se fixe leur action commune : la lutte contre une fermeture d'usine ne s'effectuera pas forcément sur les mêmes bases de Front que la lutte contre l'implantation d'un commissariat ou une expulsion dans une municipalité PCF.

2. L'ORGANISATION DU FRONT

Peut-on d'ores et déjà parvenir à une organisation unique, nationale de front ? Ma réponse est non : à la fois parce que le niveau de conscience de sa nécessité est encore trop faible, et parce que pour cette raison, une définition, trop stricte, de ses bases politiques contribuerait à en limiter la portée.

Est-il cependant souhaitable qu'une coordination nationale souple, des initiatives de Front qui reposent sur les mêmes bases politiques, se tienne d'ores et déjà : ma réponse est oui. Car s'il est vrai que la conscience de la nécessité du Front est encore faible, il n'en reste pas moins que les initiatives autonomes qui se développent ça et là aspirent toutes à un échange d'information et d'expériences, et même pour certains à apparaître en force nationale qui puisse servir de pôle de regroupement et d'exemple pour des luttes du même type : qui plus est, dans le cadre de la lutte contre l'hégémonie révisionniste, il n'est pas possible d'opposer à l'organisation de la soumission et de la défaite ouvrière, un simple courant d'idées, une simple juxtaposition de luttes qui, s'affrontant une à une à l'appareil réformiste-révionniste, seront nécessairement isolées et battues.

3. L'AXE A SAISIR

Il faut commencer par un bout en tenant compte de plusieurs données : la nécessité d'unir tous ces mouvements aux luttes de la classe ouvrière en est une, la nécessité de lever les obstacles les plus importants qui divisent le mouvement populaire en est une autre.

Il me semble que le problème du chômage (et celui de la répression) est le problème numéro 1 dont il faut se saisir : il met en jeu des actifs qui se battent le dos au mur, les intérimaires, les chômeurs, jeunes ou vieux, hommes et femmes, Français et Immigrés. Il est d'ores et déjà possible de réunir dans la perspective de cette lutte, des syndicalistes ou des associations ou groupements locaux, ainsi que diverses forces d'extrême gauche ou même des militants influencés par le PCF ou le PS dans certains cas. Dans ce cadre, il doit être possible de mettre sur pied des structures souples luttant contre le chômage et toutes ses conséquences (saisies, expulsions) et se fixant des cibles très précises pour la satisfaction des revendications les plus urgentes.

À mon avis, le soutien aux luttes actuelles de la classe ouvrière est également d'une grande importance pour les initiatives de Front.

M.F. 92 - Suresnes

Consentration des idées justes

La question de la concentration des idées justes des masses revient comme un leit-motiv dans tous vos textes sur le parti. L'inconvénient de cette expression c'est qu'elle sous-estime gravement le rôle de la théorie du prolétariat, le marxisme-léninisme, qui joue un certain rôle dans l'élaboration de la ligne révolutionnaire : elle risque d'aboutir purement et simplement à une vieille conception spontanéiste, que nie l'élément conscient (...)

De plus, le terme de

«masses» — dans ce cas précis — est plus qu'ambigu : car entre les idées d'un lycéen, et celles d'un ouvrier, il y a peut-être une différence à faire : s'il faut les prendre en considération dans les 2 cas, ce qui intéresse les révolutionnaires, c'est leur caractère de classe.

Je souhaite un vif succès à votre congrès, notamment dans le cadre de l'unité des marxistes-léninistes qu'il faut réaliser au plus vite.

P.H. Rennes

Pour répondre à ton inquiétude, il faut préciser deux choses :

— L'élaboration de la ligne du Parti est un processus complexe qui ne se limite pas à la concentration des idées justes. Elle fait intervenir la théorie révolutionnaire qui représente la synthèse des acquis antérieurs du mouvement ouvrier. La ligne est la produit de la fusion entre le marxisme-léninisme et les idées justes issues de la pratique, qui peuvent ainsi être concentrées. Ainsi peuvent être évités le rabachage paresseux des principes ou la reprise également paresseuse de n'importe quelles idées des masses, indépendamment de son caractère de classe.

— Par idées justes, on entend les idées qui vont

dans le sens des intérêts du prolétariat. C'est l'élaboration du niveau idéologique et politique du Parti, le développement de sa capacité à lier le marxisme-léninisme et la ligne à chaque situation concrète, qui lui permettent d'opérer la distinction entre idées justes et idées fausses, au sein des masses, de mesurer d'une façon consciente à chaque moment l'état de leur rapport, et d'enrichir sa ligne à partir des éléments nouveaux qui viennent de sa pratique.

Rien à voir donc avec les conceptions spontanéistes pour lesquelles, d'ailleurs, l'élaboration d'une ligne révolutionnaire et la construction d'un parti marxiste-léniniste n'ont jamais constitué que des préoccupations mineures.

J. W.

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

25 MILLIONS POUR VOTRE QUOTIDIEN

Un peu plus d'un demi-million d'anciens francs collecté, en une journée, c'est ce que fait apparaître la nouvelle liste de souscription du Quotidien du Peuple, que nous publions aujourd'hui.

Qu'il s'agisse de l'argent collecté au cours des vendanges, ou au cours d'un mariage, avec la vente de calendriers ou des ventes d'objets, que ce soit dans les entreprises ou ailleurs, les initiatives sont diverses. Il faut poursuivre dans ce sens et intensifier l'effort pour arriver à très bref délai au total des 25 millions, indispensables pour poursuivre la parution du Quotidien du Peuple.

Lyon	
Paris Rhône	
Vendanges	90
Des camarades	250
F.A.R.	
Des camarades	70
Vente de calendriers	20

Collecté à un mariage	359
Câbles de Lyon	
Des camarades	840
Vente calendriers	372
Collecte	1 380
Villeurbanne	
Des camarades	350
Vente de calendriers	80
Vendanges	212
Marseille	
Ventes	280
A.L.	200
Des jeunes révolutionnaires	70
Jean. O.S.	100
Vente d'objets	200
B.S. enseignant	250

Total	5 123
Ancien total	139 036
NOUVEAU TOTAL	144 159

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

CAMPAGNE EUROPEENNE DES SOCIALISTES

● Mardi après midi et mercredi matin, se tenait à Lille la grande parade des partis socialistes européens, qui lançaient leur campagne pour l'élection du Parlement de Strasbourg avec la participation de hautes personnalités représentatives des partis :

On pourrait s'étonner que les socialistes français s'offrent ainsi en spectacle aux côtés des partis ouvertement sociaux-démocrates, prêtant ainsi le flanc aux critiques du PCF, qui n'a d'ailleurs pas raté l'occasion. Mais il faut rappeler le caractère particulier de ces élections : organisées à la proportionnelle, elles excluent les coalitions électorales ; débarrassées de la nécessité d'un désistement du PCF, les socialistes français se sentent les coudées d'autant plus franches pour développer sans réticences leurs propres positions. Ceci se renforce du caractère européen de l'élection : tout au long de cette manifestation, on rappellera avec insistance la position dominante des socialistes en Europe : ils comptent être majoritaires dans le futur Parlement européen. Et, de plus, la position du PCF sur l'Europe est isolée, y compris par rapport à ses homologues d'Italie et d'Espagne.

CONTRÔLER LES MULTINATIONALES ?

Mardi après midi, les maires et présidents de régions présentaient des exemples de gestion socialiste locale. Des exposés inoffensifs sur des rénovations de centre-ville ou sur des créations d'espaces verts. Ou même la constitution de comités de quartier à Pavie, étendus par la suite à toute l'Italie, et qui ont pouvoir de donner un avis. Ce défilé

d'expériences locales aura eu l'avantage de ne pas poser le problème des politiques gouvernementales, alors que les socialistes participent au gouvernement dans cinq pays de l'Europe des Neuf.

Les positions socialistes sur la construction européenne étaient présentées par les rapports de Delors et de Cheysson, membre de la commission européenne.

Ainsi que, le lendemain, par les leaders des partis sociaux démocrates, dont

Soarès, Willy Brandt, Jop den Uyl (Pays-Bas), Melina Mercouri et le maire d'Athènes pour la Grèce. Pour la France, Mitterrand, Mauroy et Cheysson, membre de la commission de Bruxelles. Et beaucoup d'autres moins connus.

nement un peu étrange, et ce d'autant plus que les intervenants soulignent qu'il faut de toute façon s'engager dans la construction européenne, même si les chances d'échapper à la règle des multinationales sont faibles.

Sur ce point, les propositions présentées manqueront pour le moins de précision. Delors, pour « ne pas laisser le pouvoir économique exercer une influence excessive sur l'orientation des sociétés », propose de « permettre aux

actuel des institutions communautaires, les capitalistes peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

Ce type de discours réformiste trouvera, en la personne de Michel Rolant une caution de la part de la direction de la CFDT (ainsi que de la Confédération européenne des syndicats). La courtoisie de transmission semblait marcher assez bien, puisque celui-ci, après avoir bien précisé qu'il intervenait au nom de la confédération, laissera échapper tout au long de son intervention, des « nous, socialistes »...

DES DIVERGENCES IMPLICITES

Melina Mercouri aura tiré les journalistes de la torpeur qui commençait à les gagner en intervenant sur la question de Chypre pour esquisser que l'Europe, bientôt élargie à la Grèce, devrait prendre position contre la Turquie dans ce conflit sans cesse renaissant. Airs passablement gênés à la tribune, qui visiblement n'était pas prévue de cette sortie : le parti au pouvoir en Turquie venait précisément, quelques jours plus tôt, à Vancouver, d'être admis dans l'internationale social-démocrate. Il n'y aura pas d'autre fausse note grave, les congressistes n'hésitant pas pour conclure à changer en chœur l'internationale. Il y en avait même, pas gênés, comme Mario Soares, qui levaient le poing.

François NOLET

L'intendance suit

Les socialistes savent recevoir. La manifestation de Lille se caractérisait par sa magnificence. A l'arrivée, des hôtes pimpantes vous dirigent sous les lustres du théâtre de l'Opéra. Après les interventions, la mairie de Lille reçoit en fanfare ses invités. A peine Mauroy a-t-il fini de faire applaudir Augustin Laurent, ancien maire de Lille, exhumé d'on ne sait où, que les invités se jettent sur le buffet avec une rapacité révoltante. Ceci avant d'aller assister à une soirée d'opéra donnée par l'orchestre philharmonique de Lille.

Ce goût du décorum, que manifestent les socialistes européens s'étalera encore le lendemain. A l'Opéra, juste à la fin des interventions, un panneau se lève et apparaît sur scène une fanfare qui exécute l'«Internationale» et la «Marseillaise».

Mitterrand, Brandt, Soarès, Jop den Uyl, et des obscurs. Le problème de l'Europe, c'est que, selon le mot de Mauroy, « elle se confond trop avec le capitalisme ». Comment sortir de cette situation ? Puisque le défaut de l'Europe c'est d'être une construction exclusivement économique, l'emprise du capital pourra se desserrer si on construit l'Europe politique. D'autant plus que les socialistes comptent bien y être majoritaires. Raison-

institutions de la Communauté d'exercer un contrôle sur les activités des grandes firmes, sur leurs transferts occultes de profits, sur la localisation de leurs investissements.

Sous quelle forme ? « L'expérience acquise par la direction de la concurrence constituerait une base solide pour ce rééquilibrage absolument indispensable entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs économiques ». Si on s'inspire du fonctionnement

lieux. Selon ces bruits, l'inculpation de Fratoni ne serait qu'une nouvelle étape dans l'affrontement entre le maire de Nice, Jacques Medecin, et ceux qui auraient décidé de ne plus lui faire de cadeau, c'est-à-dire les giscardiens au pouvoir, et même le premier d'entre eux en personne. De fait, on est bien obligé de constater une foule de faits bien curieux. Medecin voulait, il l'a dit à plusieurs reprises, faire de Nice le « Las Vegas » de la Côte d'Azur. L'existence de prestigieux casinos ne peut qu'être qu'un élément de cette ambition là. Or, progressivement, on apprend que des malversations ont lieu dans ces casinos, celui de la Méditerranée, ou bien le Ruhl. Des croupiers sont inculpés. Des bruits commencent à circuler comme quoi il faudrait rechercher les responsables plus haut...

Et cet été, Medecin disparaît. Pendant quelques

jours, personne ne sait où il se trouve, jusqu'à ce qu'on s'aperçoive qu'il roucoule du côté de Los Angeles avec mademoiselle Graham, héritière de l'immense fortune des cosmétiques Max Factor. La rumeur s'amplifie, qui laisse entendre que Medecin a fui devant le scandale qui inévitablement va éclater à Nice... Rumeur amplifiée par le fait qu'on apprend qu'avant de partir, Medecin a mis en vente sa villa personnelle... Et voilà que dans une interview donnée par téléphone, à la fin du mois d'août, Medecin fait savoir qu'il y a effectivement des gens qui lui veulent du mal, mais que ces gens-là feraient bien de se tenir tranquille, car lui, Jacques Medecin, possède des dossiers bien faits — entendez compromettants — sur tous ceux qui animent la politique aujourd'hui.

C'est le rebondissement. Medecin rentre. Tout s'a-

paie. Le maire de Nice se paye même le luxe de faire un petit tour aux journées parlementaires de l'UDF, à Ollioules. Après avoir dit quelques jours auparavant, ultime menace, que le RPR serait bien heureux de l'accueillir dans ses rangs.

Le troisième acte de cette curieuse pièce s'ouvre en octobre. Comme si le pouvoir « lâchait », Medecin, les élections municipales dans le 3^e secteur de Nice sont annulées, après plus d'un an de tergiversations. Et mardi dernier, Fratoni est inculpé, Fratoni l'ancien condisciple de lycée de Medecin, Fratoni qui entretenait des relations suivies avec son maire...

« L'affaire » en est là, mais les bruits vont beaucoup plus loin, qui évoquent pêle mêle Spaggiari, Ordre Nouveau, Fratoni, la mafia, le PR, et d'autres encore. Ça sent très mauvais du côté de la bourgeoisie niçoise en ce moment.

«L'OUVERTURE GISCARDIENNE» EN DIFFICULTÉ

Le 14 juin dernier, Giscard annonçait au cours d'une conférence de presse son intention de consulter les différents partis représentés à l'Assemblée nationale sur trois projets : la limitation du cumul des mandats, le financement des partis et l'introduction de la proportionnelle dans les villes de plus de 30 000 habitants pour les élections municipales. Barre a achevé la série de ses visites en recevant Defferre et Champeix, respectivement président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale et au Sénat. Rappelons que Marchais avait prétexté de la désertion de Barre du Palais Bourbon lors d'une de ses prises de parole pour ne pas se rendre à l'invitation du Premier ministre.

Au point où en sont les consultations de Barre, il semble bien que les choses seront plus difficiles que ne l'avait envisagé Giscard. Aucun point d'accord un peu important ne s'est dégagé entre les différents partis politiques ni sur le cumul des mandats, ni sur le financement des partis. En ce qui concerne l'application de la proportionnelle, les projets giscardiens semblent s'affronter à une franche hostilité des chiraquiens.

Defferre, dont le parti n'est pas encore prêt à se rallier à Giscard, devait d'ailleurs déclarer à sa sortie de Matignon que le PS n'accepterait pas de servir de « roue de secours » à la majorité si l'une de ses composantes lui était « hostile ou défaillante ».

● Débat terne sur le budget de la Défense

Notamment parce que le budget de 79 pour la Défense nationale prévoit la mise en chantier du 6^e sous-marin nucléaire lance engin (SNLE), on n'a pas assisté à d'affrontements majeurs entre le RPR et le gouvernement lors du débat sur le budget de la Défense mardi. L'opposition, pour sa part, s'est montrée modérée. Le PCF bien sûr s'en est tenu à une critique des glissements atlantistes de ce gouvernement sans jamais évoquer les dangers que faisait courir à la paix la course aux armements effrénée de la superpuissance soviétique. Le PS, pour sa part, s'est quasiment contenté d'ironiser sur les crédits pour le 6^e SNLE « prix à payer pour la trêve au sein de la majorité » et à mettre en doute, comme l'avait déjà fait l'amiral Sanguinetti, la volonté du gouvernement de mener à bien la construction de l'inflexible.

● Votre détresse nous intéresse

Il y a 15 jours, le PCF annonçait à grand bruit le début d'une enquête chez les chômeurs de la région Rhône Alpes. On aurait pu croire que celle-ci permettrait de tirer des enseignements pour la lutte, de déboucher sur l'organisation de chômeurs...

C'était aller vite en besogne. Déjà le questionnaire distribué aux chômeurs levait un coin du voile : il y était uniquement question du PCF ! Maintenant le brouillard a disparu : « Cette jeune fille de seize ans après avoir rempli le questionnaire, adhère au PCF » ou encore « trente questionnaires à Fontaine sur Saône, six adhésions » telles sont les résultats de l'enquête ! « Fructueux » dit l'Humanité ; mais la carte donne-t-elle droit au versement immédiat des allocations ? Chômeurs, votre détresse nous intéresse...

Correspondant Lyon

● SNCF : délégations à l'Assemblée nationale

Alors qu'est discuté à l'Assemblée nationale le Budget des Transports, les cheminots en grève par secteur toute cette semaine, ont décidé d'envoyer des délégations par région à l'Assemblée nationale, mercredi 8 novembre à partir de 15 heures. Les fédérations cheminotes entendent ainsi rappeler les revendications des travailleurs du rail et leur volonté de défendre aussi les usagers, menacés par le rapport Guillaumat, qui prévoit la fermeture des 3/4 des gares et de milliers de kilomètres de voies. Des associations d'usagers devaient d'ailleurs se joindre à ces délégations.

Affaire Fratoni

Les drôles de bruits qui circulent à Nice

Il se passe des drôles de choses à Nice. L'inculpation du PDG du casino Ruhl, Jean-Dominique Fratoni, relance des bruits qui circulent depuis plusieurs mois déjà dans divers mi-

NON AU MEETING FASCISTE DE MARSEILLE

Le PFN a indiqué qu'il entendait bien tenir son meeting vendredi soir, à l'hôtel Frantel de Marseille. Ce meeting, auquel doivent participer des groupes fascistes espagnols, italiens, grecs, belges et portugais a été interdit par le maire de Marseille, mais autorisé par le Préfet de police. Tixier Vignancourt a déclaré qu'il s'était rendu à Matignon mercredi matin, et que l'autorisation lui avait été confirmée.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LE PUY : A L'INITIATIVE CONTRE LE CHOMAGE

Reportage de Stéphane RAYNAL

Le 11 novembre, le maire du Puy, Fourneyron, doit rendre sa réponse au comité de chômeurs qui revendique la suppression des impôts locaux pour les sans-travail.

Vendredi 20 octobre, il avait cédé au Comité un ancien café et deux étages d'un immeuble du quartier Saint-Jean (à deux pas de la gare et... de l'ANPE). Cette première victoire sanctionne la mobilisation réalisée contre le chômage au Puy, autour des licenciés des Tanneries et d'Elastelle et de leurs sections syndicales. Mais ce succès partiel a un précédent : en 1976, un premier comité de chômeurs avait — sur d'autres bases — obtenu des trajets gratuits (pour les chômeurs allant pointer) sur les transports et la gratuité du cinéma pour les

chômeurs inscrits. Nous avons donc voulu tirer des éléments de son bilan avec un des animateurs de cette expérience (interrompue en juin 1977). Et surtout, comme beaucoup de travailleurs d'Auvergne et de la région Rhône-Alpes, nous nous sommes posés la question des leçons à tirer déjà de la lutte du Puy, de son dynamisme certain. Des responsables du Comité de chômeurs, mis en place aux Assemblées générales des 4 et 17 octobre, syndicalistes CGT ou CFDT pour la plupart, retracent ici quelques caractéristiques à retenir de l'initiative ouvrière du Puy. Pour notre part, nous sommes convaincus que la lutte des camarades du Puy est celle de tous les travailleurs !



«Se regrouper et redonner espoir et forces à l'action contre le chômage»

Table ronde avec des animateurs du Comité de chômeurs du Puy : Thierry (chômeur), Serge (délégué CGT des TFR, licencié), Gérard (militant CGT des Tanneries).

C'est à l'initiative des sections syndicales CGT, CFDT et F.O. des Tanneries, CFDT d'Elastelle et CGT, CFDT des P.T.T. que 150 licenciés du Puy s'étaient déjà réunis en Assemblée générale, adoptant un programme d'action destiné à mobiliser actifs et chômeurs, dans l'unité, «pour un emploi pour tous au pays». Un tract, des interventions à l'A.N.P.E., la mobilisation des actifs et licenciés des T.F.R., d'Elastelle, Plantin, Chadoncon... allaient dans le sens d'une lutte d'ampleur de longue haleine. Le 17 octobre, une nouvelle Assemblée générale de travailleurs devait préciser les revendications et amorcer une structuration en Comité de chômeurs. Des militants CFDT (Santé, Hacuitex) et CGT (T.F.R.) animaient ce rassemblement, auquel Georges Grangeon, F.O. Tanneries, s'était joint malgré l'interdit de l'U.D. F.O. de Haute-Loire et de sa Fédération.

dizaines de travailleurs, actifs et chômeurs, à la mairie. Le député-maire, Fourneyron (majorité présidentielle), se vit entouré et la salle du Conseil municipal occupée. Forcément, il accepta cette fois de discuter des revendications immédiates des chômeurs : la suppression des impôts locaux et la salle de réunion pour les chômeurs, c'était de son ressort... Des travailleurs soulevèrent aussi un problème que dénonçait déjà en juillet dernier le syndicat CFDT des Commerces et Services de Haute-Loire : le double emploi scandaleux de retraités de la police ou de la gendarmerie... Fourneyron essaya de reporter les problèmes sur l'Assemblée Régionale, le Conseil général et l'Etat, mais n'y parvint pas.

Rendez-vous fut exigé pour le 20.10 (réponse sur les locaux) et le 7.11 (réponse sur les impôts). La première échéance s'est soldée par un succès encourageant ; la deuxième approche : la mobilisation seule peut en faire une autre victoire partielle. «Etat, patrons, mairies doivent payer !»

Le débat devait surtout permettre de s'accorder sur la nécessité d'actions offensives, concrètes. Un premier débouché pratique fut d'aller aussitôt en délégation massive, de plusieurs

LES REVENDICATIONS DU COMITÉ DE CHÔMEURS DU PUY (DÉFINIES À L'A.G. du 17/10/78) :

- Une salle et des permanences pour les chômeurs...
- Suppression des impôts locaux pendant la période de chômage d'un travailleur...
- Les 90 % pour tout le temps de la recherche d'un emploi au moins équivalent au précédent...
- Refus du démantèlement de l'ANPE...
- Suppression des contrats temporaires et embauche définitives...
- Respect des accords de pré-retraites signés aux Tanneries et extension à tous les pré-retraités, avec ressources garanties par les pouvoirs publics...
- Un emploi pour tous, avec salaire et avantages acquis auparavant...



— Gérard, CGT T.F.R. : On voulait se regrouper et redonner de l'espoir et de la force pour l'action.

— Serge : Au départ, on ne peut pas dire que l'UD-CGT était bien favorable. «Il ne faut pas noyer les problèmes» disait-elle. Et puis les permanents n'ont pas apprécié qu'une pétition circule pour appeler les confédérés à l'action et à l'unité. Là-dessus, d'ailleurs, on s'est battu aux Tanneries pour modifier la conception de certains gars d'Elastelle. Pour nous, ils mettaient trop l'accent sur les décisions des confédérés. L'unité doit partir de la base et de l'action, de la volonté d'unification et de lutte des travailleurs eux-mêmes.

TROUVER LA JONCTION AVEC CEUX AU BOULOT

— Gérard : Ceci dit, la CGT a reconnu les choses : 150 gars au Comité de chômeurs, c'est un succès. Et ça ne veut pas dire abandonner les T.F.R. Il faut faire des assemblées dans l'usine. Trouver la jonction avec ceux au boulot.

— QdP : La mobilisation vient d'arracher un premier succès. Comment expliquez-vous ce résultat, ce qui l'a permis ?

— Serge, CGT-TFR : On est parti d'un point de départ négatif, les difficultés à mobiliser sur les Tanneries mêmes, les licenciés. Sans les gars, bien sûr, car on a du positif aussi, une bonne chance de gagner. Mais il y avait un problème réel de rapport de forces. C'est parti aussi de militants syndicaux qui refusaient l'isolement et qui se disaient que, boîte par boîte, même les luttes dures aujourd'hui ne suffisent guère. On voulait rompre aussi avec une situation défensive.

— Thierry : Certains isolés, qui ne sont ni des Tanneries ni d'Elastelle, avaient peur de ce scrutin à l'écart. Maintenant, avec le local qu'on a arraché, il y aura un point de rencontre permanent.

Des possibilités de lutte sont ouvertes aux gars des petites boîtes, aux isolés de l'ANPE. En 1976, on a déjà vu un Comité au Puy, mais c'était une tentative qui portait de l'ANPE, des files de pointage, avec une grande rotation de gars.

ON PART DES BOÎTES EN LUTTE

— Serge : Et on n'incluait pas les communes rurales, alors qu'aux Tanneries, on connaît 40 licenciés à Polignac, 20 à St Julien, etc. Tous les Comités de chômeurs qu'on connaît portaient de l'ANPE. Nous, on part de boîtes en lutte ! Ça part des licenciés, avec une base de dizaines de gars. Seulement, il faudra vite, très vite, élargir pour être efficace...

— Thierry : Si on veut préciser sur le Comité de chômeurs du Puy (par exemple, si on compare avec un autre Comité qui a existé dans la région, à Clermont-Ferrand, il y a quelques temps), on verra qu'ici les gars se battent le dos au mur. Où veux-tu aller trouver du travail en Haute-Loire, avec 10 % de chômeurs ? Et puis, ici, c'est une ville pas très grande où on se connaît ; on discute... Il y a nécessairement un écho dans

pas mal de boîtes. Il y a aussi un certain climat social depuis les incidents successifs vis-à-vis de Barre et Barrot, la répression qu'il y a eu. Enfin, je crois qu'il y a encore deux autres facteurs importants : la faiblesse du PCF et l'existence de noyaux syndicalistes conscients, combattifs, contestataires vis-à-vis des structures...

DES RELAIS DANS LES QUARTIERS

— QdP : Partant de cette situation particulière mais pas unique, vous avez su effectuer une mobilisation intéressante, trouver des formes d'organisation adaptées... Est-ce qu'on peut voir comment vit et va vivre ce Comité de chômeurs ?

— Serge : Jusqu'à présent, on a fonctionné en Assemblée générale, débouchant sur des positions, une action. On a été amené à mettre en place un petit bureau d'animation. Mais attention : qui dit «bureau» ne doit pas forcément dire «bureaucratie» ! Ce sont des militants révocables. Surtout, il ne faut pas qu'ils en arrivent à être un noyau d'activistes à tout faire. On veut mobiliser en profondeur. Pour cela, on a eu l'idée de réunions décentralisées sur les quartiers. Il s'y fait l'information, des discussions. Cela draine des gens pour l'A.G. et de toute façon, pour avancer dans la mobilisation, cela met plus de gens dans le coup, en intervenant au plus près de là où ils sont. Et comme il y a des militants au niveau quartier un peu partout, il y a un relais possible.

— Thierry : De ce point de vue, on va contacter la CSCV sur un quartier où il y a déjà eu des luttes sur les loyers et les impôts locaux. Les contacts existent avec le Comité

anti-expulsions. C'est une démarche de rassemblement et de confrontation. Mais ce sera assez long !

— Gérard : De toute façon, il faut respecter un rythme de prise de conscience et de mobilisation. Il faut aussi respecter le travail d'entreprise, la mobilisation dans les usines, ne rien abandonner sur les Tanneries par exemple. C'est vital que c'est un travail de longue haleine.

VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS... AVEC LES MOYENS

— Thierry : Ceci dit, l'unité, la convergence de lutte ne vient pas toujours facilement : on a vu des réactions racistes de certains dans le Comité de chômeurs vis-à-vis de la lutte contre les expulsions de travailleurs immigrés. Il faut démonter les campagnes réactionnaires de Barrot qui essaient de nous isoler. Donc là aussi, on vise à répliquer par l'élargissement de la lutte, par exemple sur le loyer, le gaz... au niveau quartier.

— Gérard : On a aussi un bon terrain vis-à-vis des actifs. En Haute-Loire, au moment même où le chômage augmente, la moyenne hebdomadaire de travail passe de 41 heures et quelque à 42 heures, dans le trimestre dernier. Alors, ça fait réfléchir. Et puis, à l'ANPE, quand il y a du travail, c'est souvent en dessous des salaires moyens nationaux (-28 % dans certains secteurs). Ça rend logique aux yeux de la grande majorité l'idée de «vivre et travailler au pays», avec des moyens pour ça !

ON N'EST PAS DES «CHÔMEURS CGT» OU «CHÔMEURS CFDT»

— Serge : Il faudrait ajouter que, pour que le Comité vive et s'étende, il y aura sûrement à être vigilants contre la volonté de certaines de nos structures syndicales d'en faire un cartel... Pour les gars, on n'est pas des «chômeurs CGT» ou «chômeurs CFDT». On est chômeur, tout court, et on lutte dans l'unité en recherchant le soutien de nos syndicats, de nos UD. On ne

veut pas d'un soutien surtout destiné à nous contrôler, comme certains en rêvent à l'UIS-CFDT. Il faut un soutien sans arrière-pensée où les gens ne sont pas à l'affût de la première difficulté pour fusiller l'initiative... Si on s'affaiblissait, gare à ces types là !

— Serge : Enfin, juste un mot avant de terminer, sur nos actions : le fait qu'on ait un local maintenant plus grand que la Bourse du travail et mieux situé encore, c'est un acquis à faire valoir. Et sur les impôts locaux, on attend Fourneyron au tournant. On sait qu'il veut refuser, sous prétexte qu'il y a un contrôle départemental ou régional là-dessus. Il veut aussi nous diviser par la contre-proposition d'une sorte d'aide sociale exceptionnelle, individualisée, pour les plus démunis. On sera vigilant et on lui a déjà dit en délégation : lorsque des entreprises sont en difficultés, ferment, souvent elles sont dispensées de taxes et d'impôts ; mais alors pourquoi leurs salariés devenus chômeurs resteraient-ils les seuls à en payer ?



LE COMITÉ DE CHÔMEURS DU PUY DE 76 A 77

Quelques enseignements pour la lutte d'aujourd'hui
Interview de Pascal, militant CFDT, ancien responsable du comité de chômeurs du puy 76-77

— QdP : D'où est partie l'expérience de 76 et que représentait-elle ?

— Pascal : Au départ, c'est la réponse de la commission Jeunes CFDT du Puy à un problème concret de certains de ses membres. C'était d'abord un Comité de chômeurs CFDT auquel on a invité la CGT. Il y a eu à certains moments un ou deux observateurs CGT et des non-syndiqués. Mais l'idée de la CGT était : «Comité commun, actions séparées». Résultat ? Un jour un de leur permanent a débarqué ; ils ont fait une distribution de tracts CGT à l'A.N.P.E., placé 6 ou 7 cartes, puis... plus rien ! On a eu, au niveau CFDT, un réel soutien : à l'hôpital Sainte Marie par exemple, il y a eu une heure d'information syndicale où on a donné la parole au Comité. A la Sécurité sociale, certains ont donné une journée de salaires pour les chômeurs. Les «Réos» sont venus de Fougères. Mais à l'Union de secteur CFDT il y a eu de réels problèmes. D'une part certains y reprochaient l'appartenance politique «gauchiste» de gens du Comité. D'une part on n'était pas unifiés sur : «Comité de chômeurs CFDT» ou «Comité unitaire soutenu par la CFDT»... On a donc eu un soutien ambigu de la structure.

— Mais on sait que dans un cas comme ça, la dynamique propre du Comité joue énormément pour assurer ou non son autonomie et sa vie même. Qu'a été l'action du Comité en 76-77 ?

— Oui, c'est vrai qu'en fin de compte, c'est l'Assemblée générale des chômeurs qui peut trancher et imposer de ne pas se couper des U.D. mais d'avoir — à partir d'une position collective — une logique propre de comité. On a travaillé à cela. Il y a eu des initiatives. Outre la venue des «Réos», il y a eu pendant la fête des rois, l'élection du roi des chômeurs annoncée par tract sur l'A.N.P.E. Toute une campagne d'information sur l'agence a été menée. On a fait une exposition sur le chômage. On a même essayé de faire des pointages collectifs. Mais c'était à 15 et on a échoué. L'écho de tout cela était médiocre. On a tourné à 20-30 personnes au mieux de la mobilisation, avec une grande instabilité, au fur et à mesure que des animateurs du Comité trouvaient du boulot. De ce point de vue là,

l'absence d'aide syndicale suffisante a pesé lourd ! On a bien écrit à la confédération. On a reçu une liste des Comités de chômeurs CFDT recensés en 76 par la confédération : Lille, Bordeaux, Caen, Nantes, Rennes, Roubaix, St Brioux, Tours, Vesoul, Castres, La Roche sur Yon, Paris 3^e, 5^e, 13^e, 14^e, 15^e et 18^e. Mais combien étaient «bidons» là-dessus ? Quand on a écrit, on a eu 2 réponses en tout et pour tout ! Ça aussi, ça nous a refroidi... Ceci dit, avant que l'expérience s'arrête, on a eu nos petites victoires : cinéma gratuit, transports gratuits pour aller pointer. Et puis on a arrêté en avril-mai la mobilisation. Une dernière réunion a tiré un ultime bilan fin juin 77...

AUJOURD'HUI ON Y VOIT PLUS CLAIR

— Précisément, alors qu'est relancée la lutte contre le chômage et que se forme — sur d'autres bases — un nouveau Comité de chômeurs au Puy, quelles leçons crois-tu pouvoir tirer de l'expérience 76-77 ?

— Dans le bilan qu'on a diffusé dans la CFDT, on disait : «le pouvoir fait tout pour isoler les chômeurs, il ne faut pas que le Comité de chômeurs soit lui aussi isolé dans l'organisation». On critiquait l'absence de liaison au niveau local avec les sections d'entreprises «retardée par le souci d'unité d'action avec la CGT, qui en fait a bloqué certaines actions au départ». On autocritiquait aussi l'instabilité du noyau militant et sa réduction à une quinzaine de personnes.

Ceci rappelé, aujourd'hui on y voit plus clair : l'ancien Comité de chômeurs cherchait à regrouper des chômeurs individuels et manquait d'axes concrets et de soutien syndical effectif. L'actuel démarre avec une présence de militants syndicaux actifs, organisés et habitués à la lutte collective pour l'emploi (Tanneries, Elastelle)... Maintenant, il faut qu'il ait une vie démocratique large, qu'il unisse non seulement les chômeurs mais les actifs prêts à lutter contre le chômage avec eux.

Et puis sans question d'accepter les querelles de boutiques syndicales, les actions chacun de son côté. Pour cela, ce qui compte vraiment c'est l'expression d'un point de vue de la masse des chômeurs, décidant eux-mêmes : soutenus à fond par les UD syndicales mais pas dépendants !

LUTTES OUVRIERES

● Alors que dans tous les pays d'Europe, et particulièrement en France, le chômage ne cesse d'augmenter, à tous les niveaux les politiciens s'évertuent à proposer des solutions : c'est la Commission de Bruxelles, qui vient de sortir un texte discuté par la Conférence tripartite (gouvernements, patronats, syndicats), visant à homogénéiser la politique des 12 pays européens en matière de chômage... C'est Ceyrac qui, provoquant, émet

l'idée de la retraite à 70 ans, en pleines négociations sur la durée du temps de travail. C'est enfin, Robert Fabre qui commence à donner un aperçu des trouvailles qu'il compte faire au cours de sa mission sur l'emploi : entre autres, comme le titre avantageusement *France Soir*, «lutter contre les cumuls abusifs»... Tout cela ne laisse présager rien de bon pour les travailleurs.

Pour le patron des patrons «le travail c'est la santé»

Monsieur Ceyrac n'est pas gêné : «On a mis dans la tête des gens que le progrès c'était la retraite obligatoire à 60 ans, il faut donc leur expliquer que c'est le contraire», dit-il. Et il propose tout de go : «porter à 70 ans, ou au moins à 67 ans, l'âge du départ obligatoire en retraite, et laisser à ceux qui le veulent et à ceux qui le peuvent la possibilité de garder une activité le plus longtemps possible»...

Autant dire que cette provocation a révolté les travailleurs. Des camarades de Sochaux Montbéliard

nous ont rapporté la réaction unanime des travailleurs, qui savent parfaitement qu'à l'heure de la retraite, s'ils y arrivent, il ne leur restera que quelques années devant eux, tellement ils seront usés. Monsieur Ceyrac ignore-t-il les statistiques officielles de l'INSEE, qui indiquent que l'espérance de vie des manœuvres est de 59 à 62 ans, celles des ouvriers de 65 à 67 ans ? Ignore-t-il les études officielles du genre de celles parues dans la revue *Problèmes économiques*, et qui concluent ainsi : «Actuellement, les manœuvres prennent,

dans leur grande majorité, leur retraite 5 à 10 ans après les instituteurs, alors que pour disposer d'une retraite d'une même durée moyenne, ils devraient en bénéficier au moins cinq ans avant eux».

Où veut-il en venir, sinon à faire comprendre clairement qu'il n'est pas question de diminuer la durée du travail, d'abaisser l'âge de la retraite, comme le demandent tous les travailleurs ? Va-t-il nous dire que ça coûterait trop cher, quand on sait que les ouvriers, entrés souvent très tôt dans la vie active

et cotisant donc très longtemps, «profitent» très peu de leur retraite ? Va-t-il nous rechanter «le travail, c'est la santé» ?

Les travailleurs exigent de pouvoir prendre leur retraite plus tôt, dans des conditions décentes. Ils refusent toutes ces manœuvres du genre «retraite à la carte», qui court-circuitent ces revendications, divisent les travailleurs, et permettent au patronat de laisser partir à la retraite uniquement ceux dont il n'a plus besoin, faux retraités, mais vrais chômeurs.

L'Europe organise la poursuite du chômage

Six millions de chômeurs en Europe, 5,5 % de la population active... Chaque année, d'après les chiffres officiels, près de 2 millions de personnes en plus sur le marché du travail, et peu d'offres.

Alors que propose la Commission de Bruxelles ? D'abord, comme elle en a l'habitude, la Communauté européenne préconise l'accélération de la restructuration des secteurs et usines non rentables, ce qui, sans l'ombre d'un doute, — elle le reconnaît elle-même — aboutira à de nouvelles suppressions d'emplois. Cette directive est à prendre particulièrement au sérieux, quand on voit comment ont été appliquées les précédentes, par exemple sur la restructuration de la navale.

Deuxième point, mettre tout en œuvre pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre, et la mobilité professionnelle : c'est bien un des soucis actuels de la bourgeoisie française, qui cherche à réduire le nom-

bre d'ailleurs restreint, des offres d'emploi non satisfaites à cause des obstacles que constituent le refus de se déplacer, et le niveau de qualification demandé par ces offres.

Enfin, troisième proposition «aboutir à une nouvelle répartition du volume de travail disponible», en réduisant les horaires, et en instituant partout où c'est possible une retraite à la carte (qui ne permettrait de ne pas abaisser systématiquement l'âge ouvrant droit à la retraite, mais dégraisserait les effectifs là où c'est nécessaire pour la bourgeoisie).

Pour résumer, ces propositions qui se présentent comme «une stratégie d'ensemble» pour «lutter contre le chômage», sont plutôt des directives pour continuer la même politique, l'aggraver même, tout en essayant d'enlever du marché du travail le maximum de gens qu'on ne considérerait pas comme chômeurs.

Les éboueurs de Lyon

«NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT»

«Il y a une option favorable à ce que la lutte s'étende à toutes les villes. Le moral des troupes est grand. Les gars savent que la répression ou l'armée peuvent intervenir, mais ils n'en font pas une montagne» dit un militant CFDT. Un éboueur ajoute : «Oui, nous irons jusqu'au bout».

Bien sûr, les bourgeois lyonnais s'affolent : les ordures s'entassent le long des rues, mais s'ils savaient ce qui se prépare, d'autant plus qu'en 1974 et en 1976...

Les éboueurs et les ouvriers d'entretien de la voie publique (OEV) entament donc leur 4^e jour de grève, reconductible de 24 heures en 24 heures. Non seulement elle se renforce cha-

que jour (près de 90 % des grévistes), mais un appel à l'extension de la lutte sur l'ensemble des villes de France vient d'être lancé par l'Inter-syndicale CGT-CFDT.

Tout a commencé la semaine dernière, après l'accident mortel d'un ouvrier, à l'usine d'incinération de Gerland, et de la grève qui s'est aussitôt déclenchée. Les chauffeurs de bennes ont alors «promené» des immondices toute la journée dans Lyon, car l'ingénieur «responsable» ne savait pas où les faire déposer... La colère éclate alors : «C'est le bordel, et en plus nos revendications ne sont pas satisfaites». Conséquence immédiate : le tra-

vail s'arrête. Lundi, l'extension aux autres catégories (titulaires, auxiliaires qui chargent les bennes) et mercredi, ce sont les 2 000 éboueurs et OEV qui sont en grève.

Au centre des revendications, les reclassements. En effet, pour un même travail, il y a trois catégories, donc trois payes différentes, et d'importantes différences entre le titulaire, l'auxiliaire, le Français, l'immigré... Les regards se tournent vers les éboueurs parisiens qui, grâce à leurs luttes, ont obtenu une grille unique applicable à tous, qu'ils soient immigrés, auxiliaires ou contractuels. D'autres préoccupations existent : — plus de sécurité : «Par temps de brouillard, comme ces jours-ci à Lyon, on n'y voit pas à deux mètres.»

— semaine de cinq jours, pour avoir le week-end.

— le statut d'éboueur pour les OEV.

— classification P 2 pour les chauffeurs.

— la retraite à 55 ans.

«Notre travail est pénible» disent les éboueurs. «En deux ans, 50 de nos camarades ont été intoxiqués et hospitalisés. Il faut savoir qu'un éboueur soulève en moyenne chaque lundi matin cinq tonnes d'ordures».

Et cela pour 1 800 ou 2 000 F. être payés au SMIC, se lever à trois heures du matin pour vider des poubelles, attraper des maladies, et travailler sans gants et sans bottes, telle est la «qualité de la vie» version Barre-Collomb

pour les éboueurs lyonnais.

En attendant, si la «qualité de la ville» se dégrade au vu des tonnes d'immondices, les éboueurs ne seront peut-être pas les seuls dans la lutte : on dit de plus en plus que les communaux vont s'y joindre et du travail est fait dans ce sens par les syndicats.

La communauté urbaine de Lyon (Courly) fait la sourde oreille et se contente de distribuer des sacs plastique. Le maire, Francisque Collomb, joue les apprentis-Chirac. Impressionné par la grève des éboueurs parisiens, il ne veut pas laisser la situation empirer. Il a lâché une paire de bottes, et ce sont les responsables de la préfecture qui rencontrent les syndicats.

Les flics étaient au rendez-vous mercredi matin à l'hôtel de ville avec les éboueurs et les menaces d'intervention de l'armée se précisent.

Mais d'après le responsable CFDT, il faut tenir compte du «bazar» que cela provoquerait, compte tenu des comités de soldats dans la région lyonnaise et du peu de zèle qu'ils fourniraient en cas de réquisition.

Des tracts de popularisation vont être distribués dans toute la ville et il est fort probable que la grève s'étende toutes catégories confondues à l'ensemble de la France.

Corr. LYON

Mission Fabre sur l'emploi des médicaments périmés

Six semaines après le début de la mission Fabre sur l'emploi, *France Soir*, qui est devenu le porte-parole attiré du gouvernement et du CNPF pour toutes les campagnes contre les chômeurs, publiait dans son numéro de jeudi les premières conclusions du transfuge de l'Union de la gauche. Rien de bien nouveau en vérité, ni du côté des 4 remèdes alignés par le pharmacien, ni du côté de ses intentions. Pour lui, il s'agit de convaincre la majorité actuelle qu'elle ferait mieux de lâcher un peu de lest, puisqu'en fin de compte, ça ne lui coûtera rien, et que ça lui apportera «la paix sociale, qui n'a pas de prix».

Quatre mesures donc. Les deux premières concernent l'A.N.P.E. et l'indemnisation des chômeurs. Pour l'A.N.P.E., Fabre préconise de «mieux faire connaître les offres d'emploi», et pour ce faire, de réformer l'A.N.P.E.. En quelque sorte, un «rapport Farge-bis», puisqu'il s'agirait aussi de décentraliser l'A.N.P.E... Proposition assez ridicule, quand on sait que le problème de fond n'est pas le nombre d'offres d'emploi dérisoire qui restent non satisfaites en fin de mois, mais la disproportion énorme entre ce nombre, et le nombre réel de chômeurs...

Pour l'indemnisation des chômeurs, Fabre embouche les trompettes gouvernementales : il s'agirait de lutter contre les inégalités en matière d'indemni-

tion. L'argument est simple, et se veut massue : qui trouverait juste, en effet, qu'un chômeur puisse toucher uniquement 16,50 francs par jour, alors qu'un autre touche jusqu'à 14 400 F par mois ? Personne. Fabre conclue donc qu'il faut plafonner l'indemnisation, ce qui pourrait se justifier, mais surtout qu'il faut réduire les 90 % de 10 % chaque trimestre au bout de trois mois, jusqu'à 60 % ! Il n'est pourtant pas sans savoir que la durée moyenne de chômage avoisine aujourd'hui les 300 jours !

La troisième mesure vise à alléger les charges sociales des petites entreprises, pour leur permettre d'embaucher, en particulier des jeunes de moins de 26 ans. En quelque sorte une nouvelle formule du pacte national pour l'emploi, dont on a pu voir tous les effets de division entre jeunes et moins jeunes, et tout le bénéfice qu'en tiraient les patrons, sans pour autant que le nombre d'emplois soit sérieusement augmenté.

Enfin, Fabre insiste particulièrement sur la «lutte contre les cumuls abusifs de retraites et d'emplois actifs, en prenant soin d'ailleurs d'en exclure les militaires et autres personnels que l'Etat met à la retraite de bonne heure... On peut dans ces conditions se demander quelle portée aurait l'application d'une telle mesure...

Pissis-Sauvadet (Paris) des travailleuses en lutte

L'usine Pissis-Sauvadet (rue Dunois) est en grève depuis le 31 octobre. C'est une petite boîte de 25 ouvrières. Elles gagnent 12,50 F de l'heure en tout en travaillant aux pièces, elles ont 2 000 F mensuel.

Elles luttent pour une augmentation de 9 % du taux horaire. Leurs revendications :

- Suppression du travail aux pièces.
- Amélioration des conditions d'hygiène à l'atelier.
- Sécurité sur les machines
- Respect des ouvrières
- Création d'une cantine (pour ne pas manger au milieu des pièces).
- Reconnaissance des droits syndicaux.
- Mis en place des élections de personnel (demandées depuis mai).

La direction refuse toute négociation et menace de fermer l'entreprise.

Elles sont déterminées à lutter, elles demandent le soutien à leur lutte et un soutien financier.

Corresp. Paris 13*

IRAN : GREVE GÉNÉRALE DIMANCHE

L'opposition religieuse a lancé un appel à la grève générale pour dimanche prochain, tandis que les grèves et les manifestations se poursuivent dans tout le pays. Les ouvriers du pétrole d'Abadan, les employés d'Iran Air et les journalistes poursuivent leur mouvement de grève.

Les médecins des hôpitaux de Téhéran ont également cessé le travail pour protester contre l'armée qui a abattu l'un d'entre eux alors qu'il tentait de porter

secours à un manifestant blessé, dans l'enceinte de l'hôpital. Mercredi, cinq personnes ont été tuées et 47 autres blessées à Zandjan, à 200 kilomètres au nord-est de Téhéran, l'armée a également ouvert le feu sur les ouvriers d'une aciérie d'Ispahan, à Hamadan, faisant plusieurs dizaines de victimes et à Dérout où 3 personnes sont mortes. A Mashad, à 900 kilomètres de Téhéran, 10 000 personnes ont manifesté en signe de deuil. D'autre part, le nouveau

gouvernement militaire pour montrer qu'il est prêt à lutter efficacement contre la corruption a arrêté plusieurs anciens ministres des 3 précédents gouvernements dont l'ancien Premier ministre Amir Abbas Hoveyda, considéré comme l'homme de confiance du Shah. Ce n'est pas la première fois que le Shah fait tomber un de ses proches collaborateurs, il l'avait fait précédemment pour le directeur de la banque d'État accusé de corruption. Pour se main-

tenir au pouvoir, le Shah montre qu'il est prêt à «sacrifier» les têtes les plus compromises, mais l'heure n'est plus à la désignation de quelques boucs émissaires, mêmes s'ils sont en partie responsables des crimes du régime, la détermination du mouvement populaire le montre en se mobilisant à nouveau dimanche pour la grève générale, ce que veut le peuple iranien, c'est le départ du Shah !

Frank ROUSSEL

Les parades militaires à Moscou

Le défilé militaire sur la Place Rouge à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre 1917 n'offrait rien de nouveau quant aux armements. Par contre, les discours de Brejnev et surtout celui de son ministre de la Guerre, Oustinov, ont rappelé en termes assez virulents, une volonté de l'URSS de s'imposer face aux États-Unis et leur haine contre la République populaire de Chine : «*Tout en menant une politique ferme et conséquente de paix, l'Union*

soviétique, avec les pays socialistes frères, donne une riposte résolue aux menées agressives de l'impérialisme et de ses complices, accorde un soutien aux forces progressistes, cherche avec persévérance à approfondir la détente, à élargir une coopération pacifique mutuellement avantageuse entre les États» a-t-il dit en présentant ses missiles, symbole de sa politique de paix.

En signe de protestation contre les contre-vérités

proférées par le ministre de la Guerre, le chargé d'Affaires chinois a quitté la tribune officielle lorsque celui-ci prétendit : «*La politique des dirigeants de Pékin présente un grave danger pour la paix et le socialisme. Poursuivant des objectifs de grande puissance, ils s'associent avec les forces réactionnaires de l'impérialisme et nuisent aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale*». Celui qui a ordonné les bombardements russes contre le

peuple érythréen et qui organisait, peu avant de proférer son discours, l'agression contre le Cambodge, attribue à la République populaire de Chine les attributs de sa propre politique. Ce faisant, il veut faire peur, en montrant à tous ceux qui, dans le Tiers Monde ou en Europe et au Japon, oseraient se lever contre les menées soviétiques, comme le fait la Chine socialiste, qu'ils seraient traités en ennemis.

Pontivy : des paysans bretons affrontent les CRS

De violents affrontements ont opposé dans l'après midi et la soirée de mercredi, les éleveurs de porcs, qui manifestaient, aux CRS et gendarmes mobiles. La manifestation, organisée par le Comité de Redon, qui regroupe des fédérations dissidentes de la FNSEA, a réuni plus de 8 000 agriculteurs dans les rues de Pontivy. Les éleveurs de porcs demandent la suppression des montants compensatoires, et une réforme du finance-

ment des exploitations. Selon les syndicalistes paysans, le prix de revient d'un kilo de porc est de 7,80 francs. Or le prix de vente moyen actuel est inférieur à 7 francs. Il s'en suit une très nette baisse des revenus, et une situation parfois dramatique dans les premières années d'exploitation. C'est pour cela que des millions d'éleveurs étaient dans les rues de Pontivy mercredi. Vers 15 h 30, les manifestants ont déversé cinq ci-

ternes de fumier dans les jardins de la sous-préfecture. Les manifestants ont ensuite enfoncé les grilles de la sous-préfecture, alors que les CRS intervenaient pour faire dégager la place d'Armes, lieu du rassemblement, avec une pluie de grenades lacrymogènes. Les affrontements se multipliaient alors entre plusieurs milliers de paysans et 2 000 CRS et gendarmes mobiles, stationnés dans leur caserne toute proche. Le purin se mettait

à flamber devant la sous-préfecture, une barricade était élevée sur les berges du canal, un début d'incendie se déclarait dans une succursale du Crédit Agricole. Les Affrontements se sont poursuivis jusqu'à dans la nuit.

Des incidents se sont également produits autour de Boulogne sur Mer, où des arbres et des poteaux télégraphiques ont été cisailés à la suite d'une manifestation d'éleveurs de porcs.

Le racket au centre du congrès des cafetiers

Il a été beaucoup question ces derniers jours de certains propriétaires de cafés grenoblois qui se sont défendus les armes à la main contre les racketteurs ou prétendus tels ; un homme avait été tué par un cafetier, et une sorte de milice de cafetiers

grenoblois avait été mise sur pied.

Le problème du racket a été un des principaux thèmes de l'Assemblée générale de l'Union Nationale des Cafetiers Limonadiers (UNCL) réunie depuis lundi à Nice. Dans cette ville où ce genre de débats ne

paraissent pas déplacé, les cafetiers ont pour la première fois parlé du racket qui les frappe, et décidé d'y faire échec. Comment ? Les avis sont partagés. Certains voudraient comme à Grenoble ne compter que sur «le fusil derrière le bar». D'autres y

sont hostiles, à l'image de ce cafetier qui affirmait : «*J'aurais déjà dix meurtres sur la conscience si j'avais dû tirer chaque fois que j'ai eu des ennuis*». Ils sont favorables à une action commune avec les autorités administratives et la police.

Tous ont été d'accord du moins pour réclamer des peines sévères contre les racketteurs. Cela a donné l'occasion à un orateur de reprendre un refrain désormais connu contre «une certaine magistrature toujours prête à donner l'absolution aux voyoux». Soucieux de donner l'exemple, les cafetiers se sont engagés à épurer leurs rangs des tenants «au passé chargé».

TF 1 : une émission de propagande raciste

Le «portrait» de Smith qu'a réalisé mardi pour TF 1 le journaliste Chauvel, connu pour ses positions d'extrême-droite, n'était pas une émission simplement complaisante : c'était une émission de propagande pour le régime raciste de Rhodésie, à l'évidence faite en collaboration avec les services du régime.

On n'en finirait pas

d'énoncer les falsifications grossières de Chauvel, avocat des racistes dans cette émission : pour lui, l'histoire du pays commence avec la colonisation, à la fin du XIX^e siècle. Le peuple du Zimbabwe n'existe pas. La réalité du régime raciste, des massacres et des atrocités qu'il commet est passée sous silence. Smith, le chef des racistes, est dé-

crit comme un gentleman-farmer tranquille, qui aime bien les chevaux et les éléphants !

La semaine dernière, Barre avait prétendu interdire aux directeurs de chaînes les émissions à contenu raciste. Cela commence bien ! Mais peut-être que, pour lui, en Afrique, c'est normal ?

MOYEN ORIENT : LES CINQ PRINCIPES DE BAGDAD

Après le sommet de Bagdad qui a réuni les chefs d'État arabes, Yasser Arafat, le président de l'OLP, a qualifié les résultats de «*fantastiques et sérieux*». Ces résultats sont de deux ordres : d'abord la constitution d'un fonds destiné à financer l'effort de bataille et de l'OLP ; ensuite la définition des principes régissant l'attitude des pays arabes dans le conflit israélien, notamment en réaffirmant le rôle de la lutte du peuple palestinien et de l'OLP et en établissant que seul un sommet arabe pourrait décider d'un règlement. Enfin, la Conférence a été en quelque sorte institutionnalisée puisqu'il a été

décidé qu'elle se réunirait une fois par an.

Reste que l'un des points essentiels du sommet, l'invitation faite à l'Égypte de renoncer aux accords de Camp David, n'a pour l'instant eu aucun résultat. Au cours d'une interview, le président égyptien Anouar Es Sadate a annoncé son désir de signer les accords avec Israël, le 19 novembre prochain, au mont Sinaï. Cependant, la réunion du Conseil des ministres qui s'est déroulée le week-end dernier a donné au négociateur israélien des consignes d'intransigeance pour la poursuite des négociations qui reprenaient au début de la semaine à Washington.

La déclaration finale

1. (...) *La cause palestinienne est une cause arabe et le destin de cette cause se confond avec celui de la Nation arabe (...).*

Il s'agit d'un conflit global entre la Nation arabe tout entière et l'ennemi sioniste qui constitue pour elle un danger militaire, politique, économique. Le sionisme menace les intérêts vitaux de la Nation arabe prise dans sa globalité et met en péril sa civilisation et son avenir. Ces réalités font que tous les pays arabes ont la responsabilité collective d'entrer dans ce conflit et d'y engager toutes leurs capacités.

2. *L'ensemble des pays arabes sont tenus de mettre à la disposition de la Résistance palestinienne toutes les formes de soutien et d'appui requis par elle. Ils sont également tenus de lui accorder toutes les facilités pour poursuivre et renforcer sa lutte. Ce soutien multiforme à la Résistance palestinienne se fera par le biais de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en tant que seul et unique représentant légitime du peuple palestinien aussi bien à l'intérieur du territoire palestinien occupé, qu'à l'extérieur. Cet appui renforcera le combat du peuple palestinien en vue de la libération de sa patrie, du recouvrement de ses droits nationaux y compris son droit à retourner sur son territoire national et à y fonder son propre État indépendant. Les pays arabes s'engagent également à préserver l'unité palestinienne et à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures palestiniennes (...).*

3. *Les participants s'engagent à respecter les résolutions des précédents sommets arabes (...).*

4. *Aucune partie arabe, quelle qu'elle soit, ne peut souscrire unilatéralement à une solution du problème palestinien d'une façon particulière ou du conflit arabo-sioniste en général (...).*

5. *Les pays arabes s'engagent à rejeter tout règlement du conflit (arabo-sioniste) qui n'aura pas reçu l'aval d'un sommet arabe qui se réunirait pour se prononcer sur ce sujet (...).*

Le sommet a décidé d'inviter le gouvernement de la République d'Égypte à renoncer à ces accords et de s'abstenir de signer tout traité de paix avec l'ennemi. Les participants au sommet forment l'espoir de voir l'Égypte réadhérer au principe de l'action arabe commune et rejeter toute initiative unilatérale au sujet du conflit arabo-sioniste (...).

Communiqué : rencontre de l'audio-visuel

Les 11 et 12 novembre 1978 se tiendra à la Maison Municipale des Jeunes de La Rochelle la rencontre nationale des personnes et collectifs qui réalisent des produits audio-visuels d'intervention sociale et politique (super 8, vidéo, montages diapos, 16 mm). Objet : projections, débats et création d'une association. Cette initiative fait suite aux rencontres de Rennes 1977, d'Utrecht 1977, de Paris (octobre 77) et de Rennes (mai 78).

Une lectrice fidèle pour le Bureau de la coordination

Pour tout contact : Michel GAYRAUD, 9, rue du Cardinal MERCIER 75 009 Paris. Tel. 526.45.25

En raison du manque de place, nous sommes contraints de reporter à vendredi prochain notre rubrique : «**CONNAITRE L'ECONOMIE**»

Huningue

LE POISON DE SEVESO EN ALSACE ?

Les travailleurs et la population menacés par le P.C.B.

● Selon un journal suisse, c'est un danger semblable à celui de la dioxine que l'usine chimique Sandoz de Huningue (Alsace) fait courir aux travailleurs, aux habitants et à l'environnement. A Huningue, et aussi à Bâle, serait manipulé un produit chimique potentiellement cancérigène : le P.C.B.

Nous publions aujourd'hui un texte que nous a envoyé l'équipe de réalisation de Radio-Verte Fessenheim, qui donne les principaux éléments de ce dossier, ouvert quelques jours seulement après la publication par le Bureau International du Travail d'une liste de 40 produits chimiques cancérigènes.

La direction de Sandoz a réagi immédiatement en affirmant que toutes les mesures avaient été prises, et qu'il n'y avait pas à s'inquiéter. Mais elle n'a pas

C'est le journal socialiste de Bâle, l'AZ, qui posait cette question, mardi 7 novembre, en révélant un sérieux dossier qui met en cause notamment la multinationale Sandoz. La filiale Sandoz de Huningue, localité alsacienne située à la frontière franco-suisse, fabrique des pigments pour les colorants. Cette fabrication provoque l'apparition de produits chimiques très dangereux dont la toxicité est équivalente à celle du poison de Seveso. En été 1976, la filiale de la multinationale Hoffmann-Laroche provoqua la catastrophe de Seveso due au rejet de dioxine. Aujourd'hui, des chimistes affirment : « Le risque de type Seveso est permanent à Huningue et à Bâle à cause du P.C.B. ».

QUE SONT LES MYSTÉRIEUX P.C.B. ?

Ce sont les polychlorures de biphényle de la famille des organochlorés, qui apparaissent lors de la fabrication des pigments pour colorants. Les PCB ne sont pas directement fabriqués par Sandoz, ils sont des sous-produits qui résultent de la distillation de solvants impurs, utilisés dans ce processus de fabrication. Lors des différentes phases de combustion et de distillation, les PCB sont constamment soumis à des transformations qui peuvent aboutir à la formation de dioxine.

La fabrication de PCB est strictement interdite dans certains pays (Suisse, USA, Japon...), et Sandoz n'a pas pour objectif d'en fabriquer. Ces PCB n'apparaissent que comme des sous-produits de fabrication, Sandoz est « cou-vert ».

Pourtant, à Huningue et à Bâle, des travailleurs sont en contact avec ces PCB. Les cheminées rejettent dans l'air des PCB, des canalisations déversent dans le Rhin des eaux polluées de PCB. Dans l'enceinte de l'usine de Huningue, sont stockés des centaines de fûts de déchets qui contiennent aussi des PCB. Et dans les produits finis on en retrouve la trace. La direction de Sandoz a ordonné récemment la préparation de ces fûts en vue de leur transport vers d'autres lieux de



On se souvient de la catastrophe de Seveso. Un danger similaire menace-t-il en Alsace ?

stockage. Des lieux inconnus pour l'instant qui pourraient, selon certaines indications, être des mines de seil désaffectées à l'étranger.

UN PRODUIT CANCÉROGÈNE

Quelles sont les conséquences de ces rejets de PCB dans l'environnement et de leurs manipulations par les travailleurs ? Il n'y a guère d'analyses qui ont été rendues publiques pour l'instant dans la région. Une équipe de zoologistes de la faculté de Strasbourg a étudié récemment le taux d'organochlorés dans les graisses d'oiseaux et de poissons du Rhin. Les animaux vivant en aval de Bâle ont un taux d'organochlorés 200 fois supérieurs à ceux vivant en amont.

Des salariés de Sandoz se seraient plaints de diverses allergies ou maux. Certains auraient été mutés dans d'autres services. Aucune analyse systématique des effets du PCB sur le personnel n'a pour l'instant été publiée.

Pourtant des publications scientifiques d'Allemagne, des USA et du Japon, suite en particulier à divers accidents prouvent que le PCB a un effet très toxique sur l'être humain et sur l'animal. La concentration dans les tissus adipeux des PCB et des organochlorés en général provoque des allergies de la peau, des affections du foie, des reins, du système nerveux végétatif.

démenti la présence de P.C.B. dans les processus de fabrication. Sandoz-Huningue déclarait de son côté qu'une seule personne a dû quitter l'usine en 13 ans pour des problèmes de santé. Précisons toutefois que l'unité de fabrication mise en cause n'a démarré à Huningue qu'en 1976.

Mardi, les travailleurs de Huningue ont beaucoup discuté de ces problèmes, suite à la diffusion du journal suisse devant l'usine. Les délégués CGT ont demandé la réunion du Comité d'entreprise.

Signalons enfin qu'après de nombreux autres pays, la RFA est sur le point d'étudier un texte de loi réglementant de façon stricte l'utilisation du P.C.B. Il est important que se développe une large mobilisation des travailleurs comme des habitants en liaison avec des scientifiques, pour qu'en France aussi le problème soit rapidement posé.

ratif. A long terme, elle peut engendrer des cancers, des malformations de l'embryon.

Si la fabrication des PCB est interdite, il n'en reste pas moins que l'on en retrouve en particulier dans les produits suivants : matières isolantes des condensateurs à haute tension, des transformateurs liquides hydrauliques en circuit fermé, huiles de pistons de pompes et graisses de vis en circuit ouvert, ramollisseur de vernis, résines et matières plastiques, glaçages de papier, colles antimoine, matériaux d'étanchéité et mastic, additifs d'insecticides. Dans ces produits, les PCB ne sont pas solubles, ils ne sont donc pas toxiques. Mais lorsqu'ils brûlent à moins de 1 000°, les PCB ne sont pas désintégrés : ils polluent alors l'atmosphère et se concentrent dans la chaîne alimentaire.

LUTTER POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

Sur la base de tous ces faits et informations, de nombreuses questions viennent à l'esprit. Un conseiller socialiste de Bâle a posé au gouvernement de Bâle dix questions qui devront trouver une réponse dans les trente jours. Il est urgent que ces questions soient posées aussi au Conseil général du Haut-Rhin et à l'Assemblée nationale. Non pour la forme, mais pour obtenir une enquête globale sur les conditions de travail et les rejets dans l'environnement, qui déboucherait sur une législation adaptée aux nouveaux dangers et à un strict contrôle. Jusqu'à présent, aucun organisme indépendant ne contrôle la nature et la quantité des rejets dans l'environnement. Aucun organisme indépendant ne contrôle la santé des travailleurs et les mesures de protection à l'intérieur des usines et laboratoires. Les dépôts de déchets ne sont pas contrôlés, d'où des risques de pollution de la nappe phréatique. Et toujours, on invoque le secret du procédé de fabrication, quitte à menacer la santé de centaines de travailleurs et de leurs familles, obligés de vivre près des usines.

Déjà en 1973, des chimistes suisses revendiquaient des mesures progressives : détermination d'un seuil maximal de tolérance des PCB, utilisation des PCB en système fermé empêchant tout rejet vers l'extérieur, destruction contrôlée des déchets, introduction de produits de remplacement non toxiques, interdiction de la fabrication et de l'utilisation des PCB.

Faudra-t-il que des travailleurs de Sandoz-Huningue, Bâle ou d'ailleurs meurent du PCB pour qu'enfin les industriels cessent d'utiliser des produits aussi toxiques alors qu'il existe des moyens techniques de substitution ?

L'équipe de réalisation de Radio-Verte Fessenheim

PCUK : la lutte pour la sécurité continue

Après une grève de 18 jours, les travailleurs de PCUK de Pierre Bénite, ont repris le travail. Certes, la sanction prise à l'encontre d'un délégué CHS, désigné comme responsable par la direction de l'accident d'acroléine, n'est pas levée. Mais le sentiment de ne pas avoir perdu mais plutôt d'avoir mené une bagarre dure et juste, même si les circonstances ont été défavorables. Il faut dire que les pressions ont été énormes et le chantage important : onze délégués cités en référé, procédure de licenciements à l'encontre de plusieurs délégués, intervention des flics pour dégager l'usine. Vendredi, les sections syndicales ont organisé un vote : 300 travailleurs se sont prononcés pour la poursuite de la grève, 240 pour « agir sous d'autres formes », 150 pour la reprise : dans ces conditions, le portail a été dégagé, les menaces de licenciements s'ajoutant à une grève dure de 18 jours.

Le travail a repris, mais la lutte continue. Outre le nécessaire travail juridique (poursuites contre le patron pour entrave au CE, commissions de conciliation, travaux de la commission d'enquête), la bagarre se déroule quotidiennement dans les ateliers : le règlement de sécurité est appliqué avec zèle, aucune modification n'est apportée sans l'aval des bu-

reaux d'études, ce qui prend plusieurs jours...

Aucune installation n'est mise en route, sans un contrôle minutieux, ce qui provoque, bien sûr, d'inevitables retards, ou des difficultés dans la production. Par exemple, au lieu que les wagons soient poussés par les fenwicks, les gars attendent les locotracteurs. Il n'y en a qu'un dans toute l'usine. D'où des retards importants dans le déchargement des wagons.

Mardi, les syndicats de PCUK ont communiqué les documents qui confirment la responsabilité de l'accident et démontre que des modifications ont été apportées aux installations à l'insu du CHS, du Service des mines et même de la direction générale PCUK. Les syndicats ont révélé par ailleurs que les consignes — soi disant non appliquées lors de la fuite d'acroléine — sont antérieures aux modifications et de ce fait dangereuses. Si les plans officiels ne comportent pas cette nouvelle installation, elles sont néanmoins responsables de l'accident du 12 octobre. Les travaux de la commission d'enquête éclairciront ces éléments. Mais d'ores et déjà on peut constater que PCUK ne sort pas blanchi de cet accident, lui qui, à grand frais, publie des maquettes luxueuses sur la fiabilité de ses installations.

Correspondant Lyon

Des ours en peluche cancérigènes ?

En juin dernier, des pyjamas pour enfants, en provenance des USA et portant l'inscription « flamme retardant », avaient été retirés de la vente : le produit destiné à leur donner une certaine résistance au feu pouvant être cancérigène. A Calais, des responsables de la Confédération syndicale du Cadre de vie ont fait une découverte analogue ; il s'agit cette fois d'ours en peluche qui portent la même inscription. Les jouets en question ont été retirés de la vente en attendant les résultats des analyses.

Catastrophe de los Alfaquès : 19 victimes ont survécu

Le Professeur Cara, directeur du SAMU de Paris, a fait mardi le bilan de la catastrophe du camping de los Alfaquès, provoquée en juillet dernier par l'explosion d'un camion de propylène. Sur les 260 personnes gravement brûlées, la moitié sont mortes sur le coup.

Le Professeur Cara a suivi plus particulièrement les 100 victimes françaises. Sur ce nombre, 69 ont été brûlées à 80 % et plus. 25 sont mortes aussitôt, et 19 dans les hôpitaux espagnols. 56 ont été rapatriées. Depuis 37 sont mortes.

19 personnes ont survécu, dont l'âge moyen est de 23 ans. La majorité d'entre elles avaient été brûlées à 38 % de la surface du corps. Trois personnes, brûlées à 85 %, sont désormais hors de danger, mais complètement défigurées, elles devront subir de nombreuses interventions chirurgicales et une immobilisation pendant de longues années.